

## RESOLUTION DU CONSEIL NATIONAL

26 janvier 2019

---

### Gilets jaunes et mobilisations sociales et démocratiques

Depuis des mois, les colères sociales montent dans tout le pays et, avec elles, une forte exigence de changements démocratiques. La question de l'argent et de son utilisation est au cœur des enjeux. **Un point de rupture est atteint face à la politique d'Emmanuel Macron, faite de mépris, de soumission aux plus riches et au grand capital.**

Nous soutenons les revendications majoritaires qui émergent et rejoignent nos combats pour la hausse des salaires, du smic et des pensions, pour la justice fiscale et le rétablissement de l'ISF, pour les services publics, pour la démocratie.

Depuis maintenant un an, de nombreuses mobilisations se succèdent. Retraité-e-s, agriculteurs-trices, cheminot-e-s, blouses blanches des hôpitaux, des maternités et des Ehpad, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, enseignant-e-s et stylos rouges, robes noires, psychiatrie, maires ruraux, maires de banlieue et élu-e-s locaux-ales, sinistré-e-s de Marseille, salarié-e-s d'Alstom, de Renault, d'EDF, usagers et salarié-e-s des services publics, chômeurs-euses et précaires, militant-e-s pour l'environnement et la justice climatique, etc. exprimant la colère, l'action et la volonté de se faire entendre, l'exigence d'une nouvelle société et de moyens pour y parvenir.

**Le mouvement des gilets jaunes, qui a éclaté comme une révolte populaire, s'enracine et se structure dans le pays.** Ce mouvement mêle des exigences de justice sociale et fiscale, la colère des territoires oubliés de la République, un rejet de la confiscation démocratique du pouvoir et, non sans confusion, du « système politique ». Nous soutenons ce qu'il porte en lui de mise en accusation des logiques inégalitaires actuelles. Le mouvement a déjà contraint le pouvoir à de premiers reculs.

La crise politique est inédite. Réuni le 26 janvier, **le Conseil national du PCF appelle les communistes à amplifier leur engagement dans ces mobilisations, à être à l'écoute, à favoriser** l'expression populaire et l'engagement citoyen, à pointer les responsabilités politiques, celles des entreprises du Medef, à porter nos propositions pour faire grandir des solutions. Il s'agit de travailler à une union populaire victorieuse, en renouvelant la gauche et ses idées.

**Samedis des gilets jaunes, manifestations pour le climat, mobilisations syndicales, luttes de tous ordres pour le pouvoir d'achat et l'emploi, l'accès à la santé, la justice sociale et fiscale, les services publics, nous en serons à chaque fois.**

En ce sens nous appelons les communistes à participer nombreuses et nombreux à **la journée de mobilisation pour les retraites le 31 janvier et à la journée d'action et de grève du 5 février à l'appel de la CGT.**

### Subvertir le grand débat national et faire échec à E. Macron

**Au cœur de cette tourmente il y a une crise de la démocratie.** Les Français-e-s veulent pouvoir décider. Le système politique et le fonctionnement de la République sont mis en cause. La crédibilité du pouvoir politique est atteinte. Nous agissons pour que cette exigence débouche sur une démocratisation de l'État, des entreprises et des banques, pour des pouvoirs nouveaux des citoyen-ne-s, des salarié-e-s, des élu-e-s à tous les niveaux contre le présidentielisme, la toute puissance des actionnaires. Nous voulons une VI<sup>e</sup> République.

**Le Conseil national met en place une commission chargée d'actualiser, en lien avec nos parlementaires, nos propositions de VI<sup>e</sup> République d'ici le 15 mars, notamment en vue des réformes constitutionnelles envisagées par Emmanuel Macron.**

**En décidant le grand débat national, le président de la République** cherche à cadrer, à orienter l'opinion populaire. Il espère pouvoir en maîtriser à son profit les conclusions. Il est en campagne électorale. Empêchons-le d'arriver à ses fins. Déjà, 75% des Français·e-s pensent que le gouvernement ne traduira ce débat en mesures concrètes.

Mais l'appétit de débat et la volonté de ne pas se faire voler la parole sont bien là. **Le Conseil national appelle les communistes à investir avec audace et créativité le débat populaire national, dans et hors du débat officiel, en bousculant les cadres préétablis, en refusant que soient écartées les questions majeures des Français·e-s.**

Nous ferons tout pour que la voix des citoyen·ne·s ne soit pas étouffée par le gouvernement, ni instrumentalisée par des forces d'extrême droite qui rêvent de faire grandir leurs idées nauséabondes. **Les priorités des Françaises et des Français doivent rester au cœur du débat, et ces priorités ce sont le pouvoir d'achat, la lutte contre l'évasion fiscale, la justice sociale, l'égalité des territoires, le développement des services publics, de nouveaux droits pour décider, la liberté de manifester sans se faire blesser.** Nous mettrons pour cela sur la table nos propositions pour la hausse des salaires et la justice fiscale, pour s'attaquer au coût du capital et à ses prélèvements (dividendes, intérêts bancaires) pour une autre utilisation des richesses, pour l'égalité femmes-hommes, pour les services publics et l'égalité des territoires, pour la démocratisation de la République.

Nous appelons les communistes à aller à la rencontre de nos concitoyen·ne·s, à participer aux débats organisés par divers acteurs·trices : syndicalistes, monde économique, associations, élu·e·s, citoyen·ne·s, etc., à organiser nous-mêmes des rencontres, à en co-organiser avec des organisations progressistes, à ouvrir des permanences dans nos locaux, à faire remplir **des cahiers d'espoir**, pour que les gens puissent s'exprimer, sans tabou, à en faire la synthèse. Nous agissons pour que les idées émises se traduisent en actes, en propositions de loi. Nous agissons pour que ces mouvements collectifs obtiennent des résultats et des succès.

### **Des rendez-vous nationaux le 15 février, les 7, 8 et 16 mars**

Nous donnerons dans ce mouvement une nouvelle impulsion à notre campagne pour le pouvoir d'achat décidée lors de notre congrès. Et **le 15 février, partout en France, nous irons déposer les pétitions dans les préfectures, manifester devant les locaux du MEDEF et/ou Chambres du commerce et de l'industrie.**

**Le 7 mars** nous donnerons de l'écho dans tout le pays aux projets de loi présentés dans les espaces réservés à nos groupes parlementaires, à l'Assemblée, sur la hausse des salaires et du smic, sur l'ISF et le CICE, sur l'allocation adulte handicapé·e, sur la gratuité des transports, et au Sénat sur la nationalisation des autoroutes et l'interdiction des lanceurs de balles de défense.

**Le 8 mars**, nous donnerons de l'ampleur à la journée internationale pour les droits des femmes, en portant des revendications concrètes vers l'égalité entre les femmes et les hommes en tous domaines.

**Le samedi 16 mars, nous rassemblerons les compte-rendus de tous ces débats et initiatives dans une grand rendez-vous public et remettrons au gouvernement ces doléances et les projets de loi qui les accompagneront.**

D'ici, là, le site [ww.pcf.fr](http://ww.pcf.fr) sera un lieu de ressources où chacun·e pourra verser ses initiatives, ses propositions, ses cahiers, ses vidéos, etc.